



Lyon, le 05/07/2011

Destinataire : Jean-Jacques Queyranne

Objet : Lettre ouverte

Monsieur le Président du Conseil Régional Rhône-Alpes,

Nous vous interpellons ce jour sur la situation et l'évolution des TER Rhône-Alpes, notamment en ce qui concerne la volonté de la direction SNCF de remettre en cause l'accompagnement systématique des TER par un contrôleur.

En effet, vous n'êtes pas sans savoir que la direction SNCF a prévu pour début septembre de supprimer l'accompagnement systématique des TER circulant sur les lignes de l'Ouest Lyonnais (*ce choix n'est pas lié à l'arrivée du Tram-Train puisque le Tram-Train ne sera mis en place que début 2012*) et de le remplacer en partie par des brigades.

Vous savez également que la direction SNCF Rhône-Alpes a prévu pour fin septembre de rendre possible la circulation de TER sans la présence d'un contrôleur à bord.

Vous connaissez les raisons qui font que nous n'acceptons pas une telle évolution : hausse de la fraude, risque d'augmentation des actes d'incivilités et des agressions, fin de l'assistance aux voyageurs malades ou en difficulté, manque d'information en situation perturbée, incidents et accidents lors de la fermeture des portes,...

Au-delà, c'est bien votre silence qui nous conduit à vous écrire aujourd'hui.

Vous aviez pris des engagements, y compris publics, sur le sujet. En février 2010, dans le cadre de votre campagne électorale, vous disiez que la question de l'EAS (Équipement des trains à Agent Seul - Circulations de trains sans un contrôleur à bord) ne saurait se poser en Rhône-Alpes.

Un an après votre élection, c'est exactement l'inverse qui est en train d'être mis en place.

C'est pourquoi depuis maintenant 1 mois, nous appelons les usagers à signer une pétition pour réclamer qu'aucun TER de Rhône-Alpes ne puisse circuler sans la présence d'un contrôleur à bord.

14 000 usagers des TER de Rhône-Alpes ont d'ores et déjà signé cette pétition.

Nous profitons également de ce courrier pour éviter de suite toute ambiguïté : nous rejetons en bloc les explications de la direction SNCF qui avance que les TER circulant en EAS seront limités aux aléas, ceci pour améliorer la régularité, etc...

C'est en se dotant des moyens matériels et humains nécessaires à l'accomplissement de sa mission de service public que la direction SNCF « sauvera » les trains en leur permettant de circuler normalement et en toute sécurité.

La politique du risque calculé n'est pas acceptable : nous tenons à voyager en toute sécurité quel que soit le train. Pour nous, aucun train quelque en soient les raisons ne doit circuler sans un contrôleur à bord.

De plus, la direction SNCF nous a déjà prouvé avec l'exemple de la désertification et déshumanisation des gares qu'elle ne se limiterait pas à des situations exceptionnelles. On nous a dit il n'y a pas si longtemps que les agents de gare ne seraient plus supprimés sauf situation exceptionnelle. Pourtant, la quasi-totalité des gares de la région ont vu disparaître toute présence cheminote. Là aussi, il s'agit d'un recul du service public et les problèmes d'insécurité ou de manques d'informations sont maintenant omniprésents dans la région.

Face à cette situation, nous ne pouvons plus tolérer le discours habituel du Conseil Régional qui fuit ses responsabilités d'autorité organisatrice en se retranchant derrière les décisions de l'exploitant.

De même, les accusations envers les associations d'usagers qui pratiqueraient la désinformation (*voir communiqués de presse de la SNCF et du Conseil Régional du 24 juin 2011*) nous paraissent déplacées et mensongères.

Nous vous demandons donc d'intervenir avec fermeté auprès de la Direction Régionale SNCF dans le sens des engagements pris devant les électeurs et du vœu adopté à l'unanimité le 15 décembre 2010 lors de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional pour le maintien systématique du contrôleur sur tous les TER de la Région Rhône-Alpes.

Sans intervention de votre part sur ces dossiers de suppression du contrôleur systématique sur l'Ouest Lyonnais puis sur l'ensemble de la région, nous vous informons que nous envisageons de nous rendre au Conseil Régional le 23 septembre lors de la réunion plénière pour une manifestation commune des usagers et des cheminots.

Dans l'attente de votre intervention sur ce dossier et d'une réponse de votre part à ce courrier, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président du Conseil Régional Rhône-Alpes, l'expression de nos respectueuses salutations.

Les associations d'usagers

ADULA, CODUTREBC, ADUT, le t'RAIN, FUT-SP, FNAUT 01/74, AGCFUT

et les syndicats de cheminots

SUD-Rail et CGT.